



DIRECTION TERRITORIALE BASSIN DE LA SEINE ET LOIRE AVAL

18, Quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Tel : 01.83.94.44.00 - Fax : 01.83.94.44.01.

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES SITES DE L'UNITE TERRITORIALE D'ITINERAIRE BOUCLES DE LA SEINE

LOT 1 – SECTEUR ILE – DE – FRANCE

LOT 2 – SECTEUR NORMANDIE

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

UTI Boucles de la Seine
11, Cours de Chimay,
78700 Conflans-Sainte-Honorine

Subdivision Exploitation
5 bis, rue Edouard Nieuport
92 158 Suresnes



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Table des matières

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	Présentation de l'UTI Boucles de la Seine	4
1.2	Objectifs du marché d'entretien des espaces verts	5
1.3	Lieux d'intervention	5
1.4	Politique de maintenance verte de la Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire aval.....	6
1.5	Objet de la consultation.....	7
1.6	Décomposition du contrat.....	7
1.7	Forme de l'accord-cadre.....	8
1.8	Descriptif de la prestation	9
1.9	Textes et normes applicables	9
1.10	Durée de l'accord-cadre	9
1.11	Reconduction.....	10
1.12	Désignation des représentants.....	10
1.13	Édition de la facture.....	10
1.14	Variation des prix	11
1.15	Langue retenue pour le contenu de tous documents transmis à VNF	11
1.16	Mode de règlement	11
1.17	Avance.....	11
1.18	Acomptes.....	12
1.19	Pénalités.....	12
2	CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	12
2.1	Objet, contenu, spécifications techniques et délais d'exécution	12
2.2	Tonte.....	13
2.3	Fauchage tardif	13
2.4	Débroussaillage (y compris les zones en pente)	14
2.5	Taille des haies	15
2.6	Enlèvement de lierre.....	15
2.7	Repli de chantier et évacuation des déchets	16
2.8	Exécution des opérations	16
2.9	Autres stipulations	16
3	PROVENANCE, QUALITE, PREPARATION DES MATERIELS ET CONTRÔLES	17
3.1	Généralités	17
3.2	Opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet	17
4	HYGIENE ET SECURITE	17
5	ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT	18

5.1	Généralités	18
5.2	Clause environnementale.....	19
5.3	Gestion des déchets.....	19
5.4	Consommation d'eau et d'énergie, bruit.....	19
5.5	Clause sociale	20
5.6	Obligation de confidentialité	20
6	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	20
6.1	Responsabilités	20
6.2	Assurances.....	21
7	SOUS-TRAITANCE.....	21
8	RESILIATION DE L'ACCORD CADRE.....	21
9	INSTANCE CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS	21
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	22

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Présentation de l'UTI Boucles de la Seine

Le bassin de la Seine supporte le transport d'environ 21 millions de tonnes de marchandises dont environ 19 millions sur la Seine à l'aval de Paris. L'unité d'itinéraire Boucles de la Seine (UBS), couvre la Seine en aval de Paris jusqu'à Rouen. Il comprend 7 groupes d'ouvrages à grand gabarit :

- Suresnes (92) : 3 écluses et 2 barrages ;
- Chatou (78) : 1 écluse, 1 barrage et 1 passe à poissons ;
- Bougival (78) : 2 écluses et 1 barrage ;
- Conflans-Sainte-Honorine (78) : siège de l'UTI Boucles de la Seine ;
- Andrésy (78) : 2 écluses, 1 barrage et 1 passe à poissons ;
- Méricourt (78) : 2 écluses et 1 barrage ;
- Notre-Dame-de-la-Garenne (27) : 4 écluses, 1 barrage et 1 passe à poissons ;
- Amfreville-sous-les-Monts (27) : 2 écluses, 1 barrage et 1 passe à poissons.



Figure 1 - Plan des sites de l'UTI Boucles de la Seine

L'entretien des espaces verts des sites de la Seine aval est actuellement organisé par la subdivision exploitation et assuré par les agents d'exploitation sur leurs vacations d'exploitation. L'entretien des espaces verts est réalisé en régie par les agents d'exploitation des ouvrages de navigation, réalisant chacun en moyenne 15 à 20 vacations d'entretien par an. Ces vacations sont inégalement réparties sur l'année, avec très peu de vacations d'entretien l'été du fait des congés estivaux.

1.2 Objectifs du marché d'entretien des espaces verts

L'objectif du présent marché est de compléter les moyens d'intervention de la subdivision exploitation pour l'entretien des espaces verts des sites de la Seine aval.

Les prestations qui sont prévues concernent plus précisément la tonte, le débroussaillage, le fauchage et la taille des haies.

Sur ces sites d'exploitation des ouvrages, l'entretien pratiqué vise prioritairement à assurer l'accès aux cheminements pour garantir la sécurité des agents de VNF et des usagers de la voie d'eau pouvant y débarquer lors du passage aux écluses.

Plus globalement, les ouvrages sont visibles des riverains et font régulièrement l'objet de visites internes ou externes. L'entretien régulier des espaces verts participe de la valorisation esthétique des sites et de la qualité de vie au travail pour les agents.

Acteur du développement durable, Voies navigables de France est soucieux de préserver et de favoriser la biodiversité. Une attention toute particulière sera donc observée sur le caractère « raisonné » des pratiques d'intervention qui seront réalisées dans le cadre du présent marché.

À ce titre, la subdivision exploitation a défini pour chaque site un zonage en faveur d'une gestion différenciée des espaces verts. Ceci dans un souci de préservation et de développement des écosystèmes, et de garantie de la sécurité des cheminements piétons.

Il sera ainsi demandé au titulaire de réaliser l'entretien conformément au planning ci-dessous :

Maintenance verte de l'UTI BS - période à privilégier pour les différentes tâches											
Janvier	Février	Mars		Avril	Mai	Juin	Juillet	Août		Septembre	Décembre
		1 / 15	15 / 31					1 / 15	15 / 31		
Tonte des cheminements En fonction du besoin											
Fauchage 1 campagne sur tout le site		Période à éviter nidification + reproduction insectes / flore / reptile						Fauchage 2 campagnes sur tout le site			
Débroussaillage 1 fois par an à privilégier entre janvier et mars		Période à éviter nidification + reproduction insectes / flore / reptile						Débroussaillage En fonction du besoin			
Taille de haie 1 fois par an à privilégier entre janvier et mars		Période à éviter nidification + reproduction insectes / flore / reptile						Taille de haie En fonction du besoin			

1.3 Lieux d'intervention

La prestation prévue dans le présent marché aura lieu sur l'ensemble de ces sites :

Pour le lot 1 – Secteur Ile-de-France :

• Site de Suresnes:

- 5 bis, rue Edouard Nieuport, face au 27, quai Galliéni, et quai Marcel Dassault 92150 SURESNES
- île de Puteaux 92800 PUTEAUX
- île de la Folie 75016 PARIS

• Site de Chatou :

- île de Chatou 78840 CHATOU
- 3, quai Watier 78840 CHATOU

- **Site de Bougival :**

- île de la Loge 78380 BOUGIVAL
- île Gautier 78380 BOUGIVAL

- **Site de Conflans-Sainte-Honorine :**

- 11, Cours de Chimay, 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

- **Site d'Andrésy :**

- île Peygrand 78260 ACHERES
- île Nancy 78570 ANDRESY

Pour le lot 2 – Secteur Normandie :

- **Site de Méricourt :**

- 6, grande rue 78270 MERICOURT

- **Site de Notre-Dame de la Garenne :**

- Ecluse de Notre dame de la garenne 27600 GAILLON

- **Site d'Amfreville-sous-les-Monts :**

- 7, route des écluses 27380 AMFREVILLE SOUS LES MONTS

Dans le cadre de la présente consultation, les plans de zonage des espaces verts à traiter sont annexés au CCP.

1.4 Politique de maintenance verte de la Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire aval

Dans le cadre de la mise en place de sa politique de maintenance verte, Voies navigables de France a défini une matrice des périodes sensibles d'entretien des arbustes et haies prenant en compte le cycle biologique de l'avifaune et des chiroptères.

Taxons	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Oiseaux			Nicheurs élevage des juvéniles <i>Préparation à la migration</i>									
Chiroptères	-bernation (période la plus sensible)		Migration vers gîtes estivaux pour mise-bas			Mise-bas et élevage des juvéniles		Migration accouplement (passage des gîtes estivaux, aux gîtes hivernaux)			– Hi-	
Insectes général			Forte activité attention : certaines espèces d'insecte saproxyliques, notamment coléoptères, la période sensible peut s'étaler sur 3 ans / stade larvaire									
Flore			De la croissance à dissimulation (peut aller jusqu'au mois de <u>septembre</u> notamment pour les zones humides)									
Anoures et urodèles	Reproduction											
Reptiles général				Forte activité								

Il ressort des enjeux de sécurité et des enjeux environnementaux relatifs à l'entretien des espaces verts que l'entretien du domaine public fluvial, et en particulier de sa végétation, doit faire l'objet de mesures adaptées et proportionnées aux risques encourus, visant à garantir la prise en compte de ces enjeux.

Considérant les enjeux environnementaux susdits, il sera demandé d'observer une vigilance quant aux périodes d'intervention conseillées, sauf contraintes observée sur site pour la sécurité des cheminements des usagers et des agents de VNF sur les sites :

- **Tonte** : selon besoin
- **Fauchage** : au moins 1 fois par an et au maximum 3 fois par an – période d'intervention conseillée de septembre à mi-mars
- **Débroussaillage** : 1 fois par an ou tous les 2 ans - période d'intervention conseillée de septembre à mi-mars

N.B. : la distinction entre la notion de fauchage et la notion de débroussaillage est précisée plus loin dans le cahier des charges.

1.5 Objet de la consultation

La présente consultation concerne une prestation d'entretien des espaces verts des sites de l'UTI Boucles de la Seine.

1.6 Décomposition du contrat

L'accord-cadre est décomposé en deux lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

- Lot 1 – Secteur Ile-de-France : Suresnes (92), Chatou (78), Bougival (78), Conflans-Sainte-Honorine (78) et Andrésy (78)

- Lot 2 – Secteur Normandie : Méricourt (78), Notre-Dame de la Garenne (27), Amfreville-sous-les-Monts (27)

1.7 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'exécution se fera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sans négociation ni remise en concurrence.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit pour chacun des lots :

Lot 1 – Secteur Ile-de-France :

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	5 000,00 €	14 999,00 €
2	5 000,00 €	14 999,00 €
3	5 000,00 €	14 999,00 €
Total	15 000,00 €	44 997,00 €

Lot 2 – Secteur Normandie :

Période	Minimum HT	Maximum HT
1	5 000,00 €	14 999,00 €
2	5 000,00 €	14 999,00 €
3	5 000,00 €	14 999,00 €
Total	15 000,00 €	44 997,00 €

Emission des bons de commande :

Est habilité à signer les bons de commande le chef de la subdivision exploitation ou son représentant en fonction des délégations de signature en vigueur.

Les bons de commande sont expédiés au titulaire par courriel. Le titulaire confirme par courriel la bonne prise en compte de la commande.

Si, dans le délai de trois (3) jours ouvrables ou dans le délai prescrit par le bon de commande, à compter de son envoi par courriel, le signataire du bon de commande n'a pas reçu de réserves, le titulaire est réputé avoir accepté la commande.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi entre 9h00 et 17h00, par courriel. L'accusé de réception du courriel fera foi en cas de contestation.

Contenu des bons de commande :

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro du bon de commande
La référence de l'accord-cadre;
- La désignation et la nature des prestations ;
- La quantité commandée par nature ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution et la ou les zone(s) à traiter ;
- Le délai d'exécution en précisant la date de début et de fin (incluant le délai de préparation et de réalisation de la prestation) ;
- Les conditions d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

Un bon de commande émis dont l'exécution s'avère impossible après son émission peut être annulé par la notification d'un ordre de service indiquant cette annulation. Le titulaire sera rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées.

1.8 Descriptif de la prestation

Le présent marché à bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 2 fois (trois années maximum), prévoit les interventions suivantes :

- **La tonte**
- **Le fauchage**
- **Le débroussaillage**
- **La taille de haies**
- **L'enlèvement de lierre**

Dans le cadre et sur la durée globale de l'accord-cadre :

- Lot 1 : le montant minimum est fixé à 15 000,00 € HT et le montant maximum de 44 997,00 € HT.
- Lot 2 : le montant minimum est fixé à 15 000,00 € HT et le montant maximum de 44 997,00 € HT.

1.9 Textes et normes applicables

- Code de la Commande Publique du 01 avril 2019
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations de fournitures courantes et de services du 30 mars 2021.
- Code du travail ;
- Les pièces constitutives du présent accord-cadre : AE dûment signé, BPUF dûment signé, CCP, mémoire technique de l'entreprise.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Les documents généraux étant réputés connus par les opérateurs économiques, ils ne seront pas matériellement joints au dossier.

1.10 Durée de l'accord-cadre

La durée du marché est d'un an renouvelable tacitement 2 fois, à compter de la notification du marché.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la date de fin de réalisation de la prestation telle que précisée dans les bons de commande.

1.11 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Par ailleurs, si le montant maximum fixé à l'article 1.7 est atteint avant le terme annuel de la durée du marché, celui-ci pourra être reconduit de manière anticipée par décision expresse du RPA notifiée au titulaire du marché. La durée du marché reconduit court alors à compter du jour de la réception de la décision du RPA par le titulaire.

En cas de reconduction anticipée du marché, il est précisé que le dernier bon de commande notifié avant une telle reconduction est compté de la manière fractionnée suivante :

- sur la période d'exécution en cours du marché, pour le montant permettant d'atteindre le montant maximum ;
- sur la période d'exécution reconduite du marché, pour ce qui est du montant restant du bon de commande.

1.12 Désignation des représentants

Le titulaire désigne un représentant qualifié qui sera le correspondant de VNF pour la mise en œuvre de l'accord-cadre.

Dans les huit jours calendaires suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire indique au chef de la subdivision exploitation ou son représentant les coordonnées (nom, adresse physique et électronique, téléphone...) de cette personne.

En cas de changement de cet interlocuteur, la subdivision exploitation en est averti par mail.

1.13 Édition de la facture

La commande fera l'objet d'une facture réglée à l'issue des prestations dans un délai de trente jours calendaires. Les prix remis dans l'offre sont fermes et définitifs.

A partir du 1er janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

Ainsi, le portail Chorus Pro est accessible afin de déposer les factures par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission

Références à indiquer dans Chorus :

EJ n° : fourni ultérieurement sur le bon de commande édité par VNF

N° de SIRET DTBS : 130 017 791 03582

Code service : UBS

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

1.14 Variation des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 (février 2025). Les prix remis dans l'offre sont fermes et définitifs pendant la première année du marché (de la notification du marché à la date anniversaire).

Les services seront rémunérés par application des prix unitaires du bordereau des prix.

Pour les périodes de reconduction, et à chaque date d'anniversaire du contrat, les prix du BPUF seront actualisés en fonction de la variation de **l'indice EV4 Travaux d'entretien des espaces verts** selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [EV4 (n-4) / EV4_o]$$

avec :

P : prix actualisé HT

P_o : prix initial HT

EV4 (n-4) : valeur disponible de l'index concerné à la date d'anniversaire moins 4 mois. Par exemple, si la date d'anniversaire est le 15 juin 2026, on prendra la valeur de l'index EV4 pour le mois de février 2026

EV4_o : valeur de l'index EV4 au mois d'établissement du prix du marché

Pour ce faire, le titulaire du marché devra transmettre un BPUF avec les prix actualisés quinze (15) jours calendaires avant la date d'anniversaire pour la nouvelle année de reconduction, par courriel avec accusé de réception.

Les prix actualisés s'appliqueront aux commandes émises à compter de la date anniversaire du marché initial et sera formalisé dans le bordereau des prix actualisé pour l'année en cours.

1.15 Langue retenue pour le contenu de tous documents transmis à VNF

Tous les documents, factures, fiches techniques, fiches données sécurité, bons de livraison, doivent être rédigés en français.

1.16 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

1.17 Avance

Conformément à l'article 11 du CCAG-FCS, le titulaire peut bénéficier d'une avance s'il en fait la demande dans l'acte d'engagement du présent marché.

1.18 Acomptes

Aucun acompte n'est prévu.

1.19 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable :

- une pénalité de 50 euros par jour de retard non justifié,
- une pénalité de 200 euros si l'exécution de la prestation prévue dans le bon de commande est défaillante ou incomplète,
- une pénalité de 300 euros si le titulaire ne remplit pas ses obligations en matière de sécurité des travailleurs, tels qu'établies dans les plans de prévention.

Le montant des pénalités est plafonné à 30% du montant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

2 CONSISTANCE ET DESCRIPTION DES FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

2.1 Objet, contenu, spécifications techniques et délais d'exécution

L'objet du marché, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités d'exécution sont définis dans les documents contractuels ou le bon de commande et leurs éventuelles annexes.

Les prestations sont exécutées à l'adresse précisée dans les documents contractuels ou le bon de commande, en respectant les délais d'exécution qui y sont fixés. En l'absence de spécifications, ces exigences sont celles définies par la proposition technique du titulaire ou le cas échéant, la documentation technique remise par le titulaire. Les spécifications issues des propositions du titulaire et relatives à la description des prestations et figurant dans les pièces constitutives du marché, relèvent de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir reçu de VNF les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du marché. Il ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un manque d'informations lorsqu'il aurait pu obtenir ces informations à sa demande avant la conclusion du marché. En cours d'exécution, il appartient au titulaire de se rapprocher, en temps opportun, de VNF en vue de recueillir les informations particulières qui n'ont pu lui être fournies lors de la conclusion du marché.

Sauf stipulations contraires du marché, les délais contractuels courent à compter de la date de notification du marché. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, il appartient au titulaire de signaler à VNF par écrit (télécopie, courrier électronique, etc...) en s'adressant en priorité au point de contact mentionné dans les documents contractuels ou le bon de commande) des difficultés qu'il rencontre dans leur réalisation, avec des propositions pour les résoudre, en vue de l'exécution complète du marché. Le titulaire ne peut mettre en œuvre ses propositions qu'après avoir obtenu l'accord écrit préalable de VNF.

Le titulaire est responsable des risques liés à l'exécution des prestations, objet du marché.

Il s'engage au respect des normes régissant sa profession.

2.2 Tonte

L'objectif de la tonte est d'assurer la sécurité des cheminements des usagers et des agents de VNF. Les interventions seront déclenchées en fonction de la hauteur des herbes constatée sur site. Cette hauteur ne pourra être supérieure à 30 cm. Au-delà, la prestation sera considérée comme un fauchage avec enlèvement des déchets verts.

La tonte sera réalisée avec broyage, ne nécessitant pas d'enlèvement des déchets verts.

Les surfaces de tonte concernées sont couvertes par des herbes de prairie et correspondent aux zones colorées en vert sur les plans en annexe du présent CCTP.

Après l'intervention, la hauteur moyenne de l'herbe constatée sera comprise entre 5 et 10 cm.

Le nombre de tontes annuelles estimé est de 5 passages pour chacun des sites.

2.3 Fauchage tardif

L'objectif du fauchage tardif est d'assurer l'entretien des sites tout en préservant les biotopes nécessaires au développement de la biodiversité inhérente.

Le fauchage étant entendu comme l'ensemble des opérations consistant à réduire la hauteur de l'herbe : coupe, broyage, et évacuation éventuelle des déchets.

De manière générale, est réputée relever du fauchage toute végétation de hauteur inférieure à 1 m au-dessus du sol.

Les surfaces de fauchage concernées sont couvertes par des herbes de prairie et correspondent aux zones colorées en violet sur les plans en annexe du présent CCTP.

La période privilégiée pour ce type d'intervention est de septembre à mi-mars. La fréquence d'intervention sera de 1 à 3 fois dans l'année pour chacun des sites.

En fonction des besoins liés à la sécurité des cheminements, il pourra être demandé de faucher en dehors de ces périodes.

Pour ces surfaces, situées en dehors des zones de sécurité, la hauteur moyenne de l'herbe constatée sera comprise entre 10 et 20 cm après intervention. Ceci dans un souci de préserver la faune se trouvant au pied des plantes et afin de favoriser la durabilité des zones herbacées.

Le matériel utilisé devra être conforme à la norme NF P 98-794.



Figure 2 - Gestion différenciée des espaces verts à Notre-Dame de la Garenne (27)

2.4 Débroussaillage (y compris les zones en pente)

L'objectif de la prestation de débroussaillage est nettoyer certaines zones n'ayant pas été entretenues depuis plusieurs années et où l'on peut constater le développement de broussailles, de ronciers et de petits arbustes.

Il peut s'agir de délaissés aux abords des sites, ou encore des berges de passes à poissons naturelles (Andrézy, Notre-Dame de la Garenne).

Ce type d'intervention peut être effectuée en pente, dans des zones difficiles d'accès.

Le titulaire utilisera un outillage spécifique pour le débroussaillage, notamment de tronçonneuse pour les arbustes de moins de 20 cm de diamètre. Le matériel utilisé devra être conforme à la norme NF P 98-794.

La période privilégiée pour ce type d'intervention est de septembre à mi-mars. La fréquence d'intervention sera de 1 fois par an ou tous les deux ans pour chacun des sites.

Le débroussaillage comprend :

- débroussaillage de terrain plus ou moins boisé ;
- enlèvement des bois morts et des détritiques ;
- arrachage des rejets ligneux d'une circonférence inférieure à 0,30 m non conservés ;
- coupe au ras du sol des végétaux herbacés ;

- le rabattage selon besoin des arbustes à conserver ;
- balivage des jeunes arbres de bonne venue.

De manière générale, est réputée relever du débroussaillage toute végétation de hauteur supérieure à 1 m au-dessus du sol.

Les produits de coupe ne pourront en aucun cas être jetés à la rivière ni brûlés. Ils devront impérativement être enlevés aux frais du titulaire.



Figure 3 - Exemples de zones à débroussailler (Andrésy à gauche, NDG à droite)

2.5 Taille des haies

La taille des haies comprend les coupes de branchages sur les trois faces sur la longueur des haies ou des taillis.

Le nombre de tailles annuelles estimé est de 1 passage au minimum sur chacun des sites concernés, en dehors des périodes de nidification des oiseaux, à savoir entre septembre et mi-mars.

2.6 Enlèvement de lierre

L'enlèvement de lierre comprend la coupe du ou des pieds et l'enlèvement puis traitement des déchets verts.

Cette prestation devra être réalisée en dehors des périodes de nidification des oiseaux, à savoir entre septembre et mi-mars.

2.7 Repli de chantier et évacuation des déchets

L'entrepreneur devra :

- procéder à l'évacuation de tous les moyens techniques apportés, sur site, par l'entreprise ;
- enlever tous les déchets de la zone des travaux ;
- nettoyer l'ensemble de la zone des travaux.

2.8 Exécution des opérations

a) La phase préparatoire

Cette phase comprend notamment, sur la base remise par le maître d'ouvrage :

- la visite de repérage des sites et l'inspection commune préalable ;
- l'identification du matériel nécessaire à l'organisation des interventions;
- l'identification de la signalisation et du balisage du chantier à mettre en place;
- la rédaction commune du plan de prévention.

L'inspection commune préalable et le plan de prévention seront réalisés sur la base des documents types fournis par VNF et annexés à ce CCTP.

b) La phase opérationnelle

Cette phase comprend notamment :

- la mise en œuvre des mesures de prévention identifiées dans le plan de prévention;
- la mise en place du balisage et de la signalisation;
- la réalisation de l'opération;
- la remise en l'état du site et l'enlèvement des déchets.

c) La phase de restitution

À l'issue de chaque opération, le titulaire propose un constat reprenant le personnel affecté au chantier, les surfaces, les quantités et les longueurs traitées aux représentants désignés de VNF pour chaque site. Un reportage photo avant / après intervention accompagnera ce constat.

2.9 Autres stipulations

Le titulaire prend les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention.

Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

3 PROVENANCE, QUALITE, PREPARATION DES MATERIELS ET CONTRÔLES

3.1 Généralités

Toutes les interventions du titulaire sur les sites font obligatoirement l'objet de mesures relevées lors des inspections communes préalables et transcrites dans le plan de prévention conformément au code du travail avant tout début d'intervention.

Le titulaire s'engage à se conformer aux obligations réglementaires du code du travail et aux autres textes législatifs et réglementaires en vigueur tant en matière de santé et de sécurité au travail. Ce respect porte notamment sur les moyens humains, le matériel utilisé, l'organisation des opérations, les mesures de prévention à mettre en place pour empêcher tout accident et les moyens de secours.

Toutes les personnes désignées par le titulaire pour intervenir lors de l'opération devront être munies d'une carte professionnelle.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter de polluer les eaux et leurs abords. Le titulaire conservera l'entière responsabilité résultant des dégradations qu'il aura provoquées.

La subdivision Exploitation se réserve la possibilité de procéder à des contrôles à tout moment de l'intervention. De plus, en cas de danger grave ou non-respect des consignes de sécurité, des mesures de prévention, la subdivision ou les représentants de VNF, s'ils l'estiment nécessaire, peuvent demander à arrêter l'intervention en cours.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Tous les matériels utilisés devront être conformes aux normes applicables aux constructeurs et selon les recommandations de sécurité prévues.

Les interventions sont effectuées à des horaires classiques de travail pendant les jours ouvrés.

3.2 Opérations de vérification, admission, ajournement, refaction et rejet

Les produits livrés ou/et les prestations exécutées sont examinés quantitativement et qualitativement, conformément aux stipulations du CCAG-FCS. Sauf dérogation mentionnée dans le marché, les opérations de vérifications s'effectuent dans les quinze (15) jours maximum suivant la date de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations.

Au terme des vérifications, l'établissement peut accepter avec ou sans refaction, ajourner ou rejeter les produits livrés ou/et prestations exécutées, en application des articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

4 HYGIENE ET SECURITE

La sécurité au travail est une priorité absolue pour VNF. Le titulaire s'engage en ce qui concerne son personnel, et celui de ses éventuels sous-traitants, à respecter les règles en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations en matière de conditions de travail, de santé, d'hygiène, de sécurité et d'environnement, ainsi que la législation applicable en la matière. Le titulaire s'engage tant pour lui que pour ses éventuels sous-traitants à :

- faciliter la coordination de l'exécution des prestations avec les activités de VNF et celle des tiers intervenant sur le lieu d'exécution,

- prévenir les risques de dommages aux personnes et aux biens lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait cesser, immédiatement et à ses frais, toute situation ou activité dangereuse ou nuisible pour la santé, l'hygiène, la sécurité ou l'environnement dont il a le contrôle.

Le titulaire doit tenir propre et en ordre les lieux de travail sur lesquels il intervient.

5 ETHIQUE ET DEVELOPPEMENT

5.1 Généralités

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des engagements de la DTBS en matière d'éthique et de développement durable (y compris les responsabilités sociales et environnementales)

L'établissement souhaite dans ce cadre assurer la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire s'engage à respecter la politique environnementale.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement

Le titulaire s'engage notamment à respecter les règles suivantes :

- ne pas faire travailler des enfants, ni avoir recours à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire conformément aux principes de l'Organisation Internationale du Travail ;
- veiller à ce qu'il n'existe aucune forme de discrimination au sein de sa société ou vis à vis des tiers;
- assurer pour tous ses employés des conditions de travail respectant la santé et la sécurité sur les lieux de travail ;
- respecter l'environnement lors de la conception, la fabrication, l'usage et la destruction ou le recyclage de produits et réduise l'impact négatif qu'il pourrait avoir sur l'environnement conformément à toute législation environnementale et de santé publique applicable, qu'elle soit nationale, européenne ou internationale ;
- Ne s'engager dans aucune forme de corruption.

Ces obligations s'appliquent au titulaire mais aussi à ses éventuels sous-traitants.

5.2 Clause environnementale

Au titre de son devoir de conseil, il est demandé au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, de communiquer à VNF toute information pertinente vis-à-vis du respect de l'environnement (engagements existants, actions de progrès prévues, réductions ou préventions d'impacts obtenues...) et de l'avertir de toute circonstance susceptible de générer un impact significatif sur l'environnement.

Le titulaire prend, conformément à la réglementation en vigueur, les dispositions nécessaires pour éviter la pollution de l'air, de l'eau, des sols, pouvant être causée par lui ou ses sous-traitants lors de l'exécution du marché, y compris lors des transports liés à l'exécution du marché. En cas de pollution accidentelle, le titulaire se charge des opérations de dépollution dont il est responsable.

En cas de pollution accidentelle, le titulaire informe immédiatement VNF et le maître d'œuvre du sinistre, des premières mesures de dépollution envisagées et de leur délai d'exécution ; il transmet à VNF et au maître d'œuvre dans les meilleurs délais une première analyse des conséquences de la pollution.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra appliquer les mesures environnementales décrites dans son mémoire technique et faisant l'objet d'un critère d'attribution dans le règlement de consultation.

5.3 Gestion des déchets

Sauf stipulation contraire du marché, le titulaire est responsable de la gestion des déchets dont le transport et l'élimination sont réglementés et générés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation concernant les déchets, notamment celle relative à leur traçabilité : transit, stockage, regroupement et transport.

Le titulaire doit trier ses déchets, et pour les déchets concernés, fournir à VNF une copie des Bordereaux de suivi de déchet (BSD ou BSDA) et des récépissés de transport et autorisation d'exploiter associés, et cela dans le respect des délais prévu par la réglementation. Pour les déchets non concernés, le titulaire doit fournir à VNF les quantités de déchets évacuées via une copie des bons de pesés et une attestation de prise en charge par l'installation de destination finale.

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement, que ce soit sur le lieu d'exécution du marché, lors du stockage, du regroupement ou du transport des déchets, jusqu'à la prise en charge des déchets dans une installation appropriée.

5.4 Consommation d'eau et d'énergie, bruit

L'eau et les sources d'énergie consommées par le titulaire et ses sous-traitants, doivent être utilisées en limitant au maximum la surconsommation et le gaspillage, en optimisant l'utilisation des appareils (postes à souder, GE, ...) et véhicules (engins, camions, ...), en éteignant la lumière (locaux sociaux, bureaux) des locaux et en fermant les arrivées d'eau en cas de non utilisation.

Le titulaire doit limiter ses émissions de bruit en limitant au maximum tout risque de dépassement des niveaux sonores autorisés ou propagation, en capotage et insonorisation des appareils et en optimisant la durée d'utilisation des appareils. Toute utilisation d'outils doit répondre aux normes NF concernant les mesures de protection sonore.

5.5 Clause sociale

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique dans les critères d'attribution du présent marché.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra appliquer les mesures d'insertion sociale et professionnelle décrites dans son mémoire technique et faisant l'objet d'un critère d'attribution dans le règlement de consultation.

5.6 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le site de Suresnes étant un site sensible qui nécessite des dispositions particulières en matière de sûreté. Dans le cadre de l'exécution du lot 1, les personnels du titulaire du marché ainsi que leurs co-traitants ou sous-traitants devront transmettre une photocopie de leur pièce d'identité au responsable du site et sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative au préalable de leur accès au site.

6 RESPONSABILITES ET ASSURANCES

6.1 Responsabilités

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de VNF ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à VNF ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du Code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de VNF ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc...).

6.2 Assurances

Le titulaire justifie, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'il est titulaire d'une assurance concernant la responsabilité civile pendant la durée de l'accord-cadre en ce qui concerne les pertes ou dommages causés aux tiers et découlant des obligations contractuelles du titulaire.

L'attestation d'assurance émanant de la compagnie d'assurance (à l'exclusion de tout agent ou courtier) comportera également les éléments suivants :

- nature des garanties (obligatoires et facultatives),
- franchises,
- primes HT et TTC.

7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire de l'accord-cadre peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de VNF l'acceptation de chaque sous-traitant et l'acceptation de ses conditions de paiement. L'acceptation par VNF confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC et dans la limite du montant du marché ou du montant du sous-traité.

8 RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Outre les cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-FCS, constituent des cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire avec, le cas échéant, exécution des prestations à ses frais et risques :

- le refus ou l'absence d'exécution d'une prestation ;
- des défaillances répétées dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Dans tous les cas, le titulaire est averti par le chef de la subdivision exploitation ou son représentant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre récépissé, de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de l'avertissement, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision VNF.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire.

En cas d'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti, la décision de résiliation intervient à l'expiration de celui-ci.

9 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est dérogé comme suit par le présent CCP au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services :
L'article 1.19 déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.